

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

**Direction du Secrétariat général - Extension du service commun de direction et
création d'un service commun du courrier- Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions.

Le conseil municipal du 20 Octobre 2016 a approuvé la création d'un service commun de direction du Secrétariat Général, géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Cette fonction de direction du Secrétariat Général est donc assurée de façon mutualisée depuis le 1^{er} novembre 2016 entre la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette mutualisation du seul poste de directeur a permis à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux collectivités, référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

Pour mémoire, les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs "entre un établissement public de coopération intercommunale, une ou plusieurs communes membres et, le cas échéant, un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux".

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aujourd'hui, il est proposé d'étendre et d'approfondir cette démarche qui a permis d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations, à compter du 1^{er} décembre 2017 aux :

- Chargé(e) de mission du Secrétariat général : 1 fonctionnaire
- Assistante(e) de direction : poste vacant

Par ailleurs, il apparaît indispensable, au vu du nombre de flux croisés de courrier entre les deux entités et de l'imbrication croissante des compétences, que soit traité de manière commune et au sein d'un seul service, le courrier de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce service commun procède de la mise en commun des effectifs suivants (hors postes vacants éventuels), à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- Métropole – unité Courrier : 5 fonctionnaires
- Ville – service Courrier : 16 fonctionnaires et 1 agents non-titulaire territorial

Le Comité technique de la Ville a été saisi pour avis le 16 Octobre 2017 et celui de Montpellier Méditerranée Métropole le 19 Octobre 2017.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction de Secrétariat Général dans les conditions susvisées,

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la Convention initialement établie de création d'un service commun de direction de secrétariat général.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant à la convention de service commun et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171103-16352-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/11/17
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.